

## De la gestion du conflit frontalier entre la République Démocratique du Congo et l'Ouganda entre 2007 et 2018

### [ Management of the border conflict between the Democratic Republic of the Congo and Uganda between 2007 and 2018 ]

*Kavira Muyisa Sylvia*

Chef de travaux, Université de Bunia, RD Congo

---

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** Since the 1960s, whenever a conflict has occurred in one of the states of the great lakes' region of Africa, the balance of neighboring countries has also been threatened.

The efforts were made by public and private actors, among others the institutions of these states, international un animators and civil society actors (national, international NGOs, independent actors). And between 2003 and 2006, to restore peace to the region, these efforts resulted in the formal cessation of hostilities and the engagement of countries in the region in the peacebuilding process.

All the countries of the region, in particular the Democratic Republic of the Congo and Uganda, still face social injustice, the lack of democracy as well as the problem of managing the border areas essential to maintain a lasting peace.

Through this study, we would like to address the situation of the border conflict between the Democratic Republic of the Congo and Uganda. And therefore, we will discuss the different approaches to the analysis of this conflict, the character, the actors, the factors, the challenges and evaluate the various attempts to end the crisis already made.

**KEYWORDS:** management, borderland dispute, Democratic Republic of the Congo, Uganda.

**RESUME:** Depuis les années 1960, chaque fois qu'un conflit a eu lieu dans un des états de la région des grands-lacs en Afrique, l'équilibre des pays voisins a été lui aussi menacé.

Les efforts ont été consentis par les acteurs publics et privés, entre autres les institutions de ces états, les animateurs internationaux de l'ONU et acteurs de la société civile (des ONG nationales, internationales, acteurs indépendants). Et entre 2003 et 2006, pour restaurer la paix dans la région, ces efforts ont abouti à la cessation officielle des hostilités et à l'engagement des pays de la région dans le processus de consolidation de la paix.

Tous les pays de la région, en particulier la République Démocratique du Congo et l'Ouganda, sont encore confrontés à l'injustice sociale, au manque de démocratie ainsi qu'au problème de gestion des zones frontalières indispensables pour maintenir une paix durable.

A travers cette présente étude, nous aimerions aborder la situation du conflit frontalier qui oppose la République Démocratique du Congo et l'Ouganda. Et partant, nous allons en aborder le les différentes approches d'analyse de ce conflit, le caractère, les acteurs, les facteurs, les enjeux et évaluer les diverses tentatives de sortie de crise déjà effectuées.

**MOTS-CLEFS:** gestion, conflit frontalier, République Démocratique du Congo, Ouganda.

## 1 INTRODUCTION ET CONTEXTE GENERAL

Sur les cartes, les frontières sont matérialisées par des traits continus qui dessinent la forme des pays. Sur le terrain, elles sont généralement marquées par la présence de bornes et de postes de douane, parfois par une clôture. L'idée qu'une frontière doit obligatoirement tracer une ligne continue sur une carte est une idée relativement récente. Autrefois, seuls les obstacles géographiques constituaient de réelles frontières. Puis, au fur et à mesure que des gouvernements se sont constitués et ont commencé à se soucier de l'intégrité de leur territoire, ils ont entrepris de construire des places fortes et des postes frontières aux confins du pays. La frontière a été progressivement dessinée sur les cartes comme une ligne imaginaire reliant les postes frontières les uns aux autres.

Les pays de la sous-région des grands lacs sont marqués par une dynamique régionale très complexe avec des clivages locaux et des conflits nationaux qui prennent souvent des dimensions transfrontalières. Depuis les années 1960, chaque fois qu'un conflit a eu lieu dans un des états de la région, l'équilibre des pays voisins a été lui aussi menacé.

Les efforts ont été consentis par les acteurs publics et privés, entre autres les institutions de ces états, les animateurs internationaux de l'ONU et acteurs de la société civile (des ONG nationales, internationales, acteurs indépendants). Et entre 2003 et 2006, pour restaurer la paix dans la région, ces efforts ont abouti à la cessation officielle des hostilités et à l'engagement des pays de la région dans le processus de consolidation de la paix, par le biais de la conférence internationale de la région des grands lacs (cirgl) dont le pacte sur la paix, stabilité, sécurité et développement des grands lacs adopté en décembre 2006, entré en vigueur en juin 2008. Seulement, voilà que malgré la mise en œuvre de mécanismes de contrôle de la déstabilisation régionale, le défi de la construction de la paix durable persiste. Les violences entraînent des pertes en vies humaines, des déplacements de populations dans tous les sens, la destruction des infrastructures de base et le pillage économique. Tous les pays de la région, en particulier la république démocratique du congo et l'ouganda, sont encore confrontés à l'injustice sociale, au manque de démocratie ainsi qu'au problème de gestion des zones frontalières indispensables pour maintenir une paix durable.

Sur le plan méthodologique, la démarche que nous avons trouvée la mieux adaptée est celle de la méthode géopolitique dans l'approche proposée par patrice delphin<sup>1</sup> qui définit la situation géopolitique comme un ensemble des relations de pouvoir que les groupes humains tissent entre eux en fonction de leurs représentations et qui s'exprime dans l'espace. Le modèle de delphin se matérialise par 6 points auxquels sont rattachés des questions d'analyse approfondie: la présentation du territoire pour en déterminer la nature, la situation, les configurations présentes et passées, les dimensions, les caractéristiques géographiques et de son peuplement; les ressources qui s'y trouvent et le niveau de développement. Cette approche a été appuyée des techniques d'observation directe désengagée, technique documentaire, d'interview libre. L'observation directe désengagée s'est matérialisée à travers des descentes sur terrain au niveau des frontières à aru, arua, mahagi, rukwanzi, kyavinyonge. La technique documentaire nous a permis d'entrer en contact avec les archives des services aux postes frontaliers, des rapports des commissions mixtes, des archives des services centraux auprès des ministères de deux états, de la documentation à travers les ouvrages, articles publiés, rapports inédits sous le format physique et virtuel ou électronique. L'interview libre, quant à elle, nous a servi pour des entretiens semi-structurés avec les animateurs des services de direction des migrations, des forces armées et des cadres des ministères ayant la charge de l'intérieur et sécurité, de la défense de la rdc et de l'ouganda. Les entretiens libres et occasionnels ont eu lieu avec des populations locales rencontrées sur le lieu lors des visites de terrain. Les analyses que nous présentons ici ont été tirées en grande partie des certaines réponses que nous avons reçues de ces entretiens.

A travers cette présente étude, nous aimerions aborder la situation du conflit frontalier qui oppose la république démocratique du congo et l'ouganda. Et partant, nous allons en aborder les différentes approches d'analyse de ce conflit, le caractère, les acteurs, les facteurs, les enjeux et évaluer les diverses tentatives de sortie de crise déjà effectuées. Nous avons basé notre analyse sur les théories tirées de la sociologie des conflits, du management des conflits et de la géopolitique africaine.

## 2 DIFFERENTES APPROCHES D'ANALYSE DE CE CONFLIT EN ETUDE

Il existe plusieurs acceptions faites sur la notion de conflit en relations internationales. La tendance actuelle tend à substituer le conflit ou à le contextualiser à une autre notion apparentée, celle de crise. Dans le langage courant, une crise est

<sup>1</sup> DELPHIN, P. cité par BANYAKU LUAPE et all, *Initiation à la géopolitique*, Ed. Cahier de CIEDOS, Collection Manuels didactiques, Kinshasa, 2004, pp.56-57

un changement subit, souvent décisif, favorable ou défavorable, un accès bref, soudain et violent, une période décisive ou périlleuse de l'existence, une pénurie ou une insuffisance de quelque chose.

Au plan politique et international, la crise est une situation brusque qui s'accompagne d'une rupture d'équilibre, une période intermédiaire, qui se caractérise par un accès bref, soudain et violent qui a une histoire, un historique, des origines bien précises.<sup>2</sup> et pour comprendre une crise, nous avons considéré les analyses d'alexandra novosseloff<sup>3</sup> qui souligne qu'il faudra la saisir dans toutes ses dimensions et comprendre les facteurs de rupture, les facteurs déclenchants qui peuvent conduire à un apaisement, à un enlèvement ou à un conflit ouvert. Il faudrait comprendre également les acteurs, leurs motivations, leur instrumentalisation par d'autres acteurs, la médiatisation de phénomènes qui peuvent être extérieurs à la crise et qui peuvent in fine occulter les origines de la crise. Enfin, pour comprendre une crise, il faut également analyser l'impact des actions des acteurs extérieurs que sont les états de la région, les institutions internationales, les dispositifs de sécurité mis en place par ces institutions, la politique d'autres états ayant des intérêts dans la zone.

Le monde d'aujourd'hui est parcouru par des crises de tous ordres: crises planétaires (crises énergétiques, crises sanitaires, crises économiques), crises politiques internationales (iraq), crises politiques régionales (soudan, grands lacs, Afrique de l'ouest) et crises politiques locales (haïti). Elles sont latentes et peuvent se transformer en conflits violents, en guerres très meurtrières conduites avec des moyens souvent rudimentaires.

Analyser un conflit nécessite aussi d'en comprendre de manière précise les origines et la réalité. Les deux états dans le cas en étude, comme les différentes institutions internationales, ne peuvent se passer de la réflexion sur la résolution des conflits. C'est ce qui conditionne leurs modes d'intervention, leurs instruments, leurs méthodes de travail, les moyens financiers et le type de transition politique, économique et sociale à mettre en place. La gestion et la résolution des crises d'autant que leurs trajectoires ne sont jamais linéaires. D'ailleurs, la complexité de la crise a engendré une complexité de sa gestion, des dispositifs internationaux nécessaires pour la maîtriser, mais souvent mal armés et peu coordonnés. Le problème est que les institutions internationales chargées de cette gestion sont mal équipées pour analyser, alerter et s'adapter à la crise.

La réflexion sur la présente crise est aussi une réflexion sur la stratégie de sortie de la crise tant au niveau des acteurs locaux qu'au niveau des acteurs internationaux engagés. Cette stratégie de sortie de crise fait partie d'un continuum proposé par Neclâ Tschirgi<sup>4</sup> dans la gestion globale d'une crise ou d'un conflit. La stratégie de sortie de crise ne signifie pas le départ d'un état ou d'une organisation après intervention, mais la mise en place d'une stratégie de consolidation de la paix qui puisse aboutir à une réduction progressive de la présence de la communauté internationale. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'interposer entre les deux parties à un conflit ou de maintenir la paix de manière statique. Il est question d'élaborer des programmes qui reconstruisent une société en crise ou un état défaillant, qui construisent une paix toujours fragile. Toutes ces stratégies de sortie de crise sont donc des stratégies de long terme, des stratégies d'engagement sur la durée, qui doivent permettre une coordination des efforts de la communauté locale, nationale et internationale.

Le présent conflit, vu dans une approche sociologique, est inséparable d'une option psychologique, philosophique, sociale générale. Il faudrait de la souplesse pour ne pas concevoir ou limiter à l'approche sociologique du conflit d'un auteur, en pensant qu'il l'aborde selon une option froide, objective, à la manière d'une science exacte. Et même s'il se met à écrire, selon les conclusions de Pierre Ansart et Claudine Haroche<sup>5</sup>, et qu'il cherche par son étude à rapprocher les sciences sociales des sciences de la nature, son approche signe déjà sa préférence, politico-sociale. Et pour Henri Amblard et alii, sa position dans la société se démarque selon qu'il considère l'individu ou la société comme la source du conflit, suivant qu'il pense le conflit comme normal ou pathologique, suivant encore qu'il possède une tendance naturelle à nier ou à minorer certaines formes de conflit, à amplifier et à majorer certaines autres.<sup>6</sup>

Ainsi, on peut déjà effectuer une distinction entre des sociologies du conflit et des sociologies du consensus ou de cohésion sociale, dans la mesure où les options prises apparaissent dans les prémisses des écrits des auteurs. Par exemple, lorsque Marx

---

<sup>2</sup> MORGHENTHAU, H. et THOMPSON, K.W., *Politics among nations*, résumé de la version française

En ligne sur [www.internationalcrisis.org/publications](http://www.internationalcrisis.org/publications) consultée le 10 septembre 2018

<sup>3</sup> NOVOSSELOFF, A., *Crises et conflits internationaux*, AFRI, Volume VI, Paris, 2005 disponible sur <http://www.afri-ct.org/afri-volumes/afri-vi-2005/> consulté le 10 Décembre 2017

<sup>4</sup> Traduction française de NECLÂ TSCHIRGI, «Post-conflict peace building revisited: achievements, limitations, challenges», in International Peace Academy, 7 October 2004, p.1.

<sup>5</sup> ANSART, P. et HAROCHE, C., *Les sentiments et le politique*, L'Harmattan, Paris, 2007, p.12

<sup>6</sup> AMBLARD, H. et alii, *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, 3<sup>e</sup> Ed. Du Seuil, Paris, 2005

et les marxistes mettent l'accent sur la lutte des classes et qu'ils élaborent des outils de compréhension de la production et de l'appropriation des richesses, ils ne présentent pas du tout la même sociologie que lorsque Boudon et Bourricaud, par exemple, partent des interactions individuelles pour expliquer les conflits. Comme l'expliquent Pierre Ansart<sup>7</sup> dans son ouvrage « sociologies contemporaines » et également Pierre Durand et Robert Weil<sup>8</sup> dans « sociologie contemporaine », un moyen sûr de comprendre ce qui rapproche et ce qui sépare les auteurs comme Marx et Boudon est d'opposer leur analyse du conflit.

Nous avons aussi une sociologie dite de l'individualisme méthodologique, qui fait des acteurs individuels les éléments premiers de l'analyse. Les comportements individuels constituent la source des conflits de tout genre. Et, dans les systèmes d'interdépendance et d'interaction que constituent les sociétés, les conflits seraient autant de dysfonctionnements. L'agrégation des conduites des différents acteurs, dans un cadre donné (une usine, une administration, un état...), conduit à toute une série d'effets non désirés et pervers, parfois violents.

L'analyse d'un conflit renvoie à l'analyse des motivations, des choix et des actions des acteurs. Selon Raymond Boudon<sup>9</sup>, la logique du conflit social, c'est la logique de l'interprétation des situations par les acteurs qui choisissent des degrés de coopération et de conflit souhaitable pour eux, en faisant référence à la théorie des jeux. S'intéressant surtout à la sociologie des organisations (industrielles, bureaucratiques), Michel Crozier<sup>10</sup> considère, lui, l'affaiblissement des relations interpersonnelles. Et des années plus tard, il le réaffirme en soulignant que les conflits sont déterminés par la structure bureaucratique de l'organisation et les acteurs sociaux utilisent pour leurs propres objectifs, l'existence même des tensions induites par l'impersonnalisation des relations dans l'entreprise. Ces acteurs utilisent les zones d'incertitude du comportement de leurs collaborateurs proches ou lointains et manipulent leurs propres zones d'incertitudes dans une sorte de jeu collectif. Particulièrement, les acteurs cherchent à accroître leurs propres zones d'incertitude et à affaiblir celles de leurs collaborateurs.<sup>11</sup> Une telle conception majeure fortifie la part d'activité des différents acteurs, possédant chacun leur système d'action, sans nier que les marges de liberté sont variables selon les acteurs et selon les organisations. Cela minore bien souvent l'intensité des conflits.

Nous voulons appréhender l'objet conflit dans une perspective interdisciplinaire.

Le conflit est aussi envisagé soit sous l'angle du désordre et du pathologique, soit sous celui du changement social. Or, il existe une autre approche, plutôt interactionniste, qui présente le conflit comme un élément de régulation et d'intégration sociale. Nous considérons donc le conflit comme régulateur social (identité et cohésion des groupes); et comme source de changement social (les mouvements sociaux et l'action collective).

Le conflit comme régulateur social se fonde sur l'identité et la cohésion des groupes. Et Charles Tilly dans *la France contestée* en 1970 montre que les mouvements collectifs protestataires utilisent des registres d'action qui réapparaissent de façon chronique à travers les âges. Il les dénomme contestations ou la compétition pour le prestige social.<sup>12</sup>

Le conflit est comme source de changement social à travers des mouvements sociaux et de lutte de pouvoir. C'est la présentation faite par Bourdieu de sa *théorie des champs* à partir de l'exemple de la mode dans son ouvrage sur *questions de sociologie*.<sup>13</sup> Il souligne que le conflit est l'expression d'antagonismes entre des individus ou des groupes pour l'acquisition, la possession et l'utilisation de biens rares matériels ou symboliques (richesse, pouvoirs, prestige...). Et l'objet de tout conflit est de modifier le rapport de forces existant entre les parties.

Le conflit est pathologique, l'organisation sociale doit le contenir. Nous le retrouvons chez Thomas Hobbes, dans le *désordre naturel*.<sup>14</sup>

<sup>7</sup> ANSART, P., *Sociologies contemporaines*, Seuil, Paris, 1998.

<sup>8</sup> DURANT, P. et WEIL, R., *Sociologie contemporaine*, Vigot, Paris, 2002

<sup>9</sup> BOUDON, R., *La logique du social*, Hachette littératures, Paris, 2001

<sup>10</sup> CROZIER, M. et FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système*, Seuil, Paris, 1977.

<sup>11</sup> CROZIER, M., *Le phénomène bureaucratique*, Seuil, Essais, Paris, 2005.

<sup>12</sup> TILLY, C., *La France contestée*, 1970 disponible sur [www.libertés.net](http://www.libertés.net) consulté le 10 septembre 2018

<sup>13</sup> BOURDIEU, P., *Questions de Sociologie*, Editions de Minuit, Paris, 1980

<sup>14</sup> HOBBS, T., *Le désordre naturel* disponible sur [www.libertés.net](http://www.libertés.net) consulté le 10 septembre 2018

Le changement social par le conflit s'explique par le fait que le conflit est producteur d'ordre. A l'origine, on trouve une perspective interactionniste : chez max weber<sup>15</sup> et chez georg simmel<sup>16</sup>. Pour weber, la rivalité pour diverses sortes de biens est un fonctionnement normal. Et pour simmel, le conflit assure l'unité du social " le conflit rétablit l'unité de ce qui a été rompu", l'ordre social est fondé sur des conflits résolus.

Le conflit, qui pourrait apparaître comme la situation " anti-sociale " par excellence, doit être compris, selon simmel, comme une forme d'interaction. Simmel considère que le conflit est non seulement inévitable mais nécessaire pour la cohésion des sociétés. Il est donc source de cohésion sociale pour les raisons suivantes: le conflit permet à des personnes qui étaient autrefois opposées de se réunir face à un ennemi commun.

S'il y a conflit, c'est que les adversaires sont d'accord sur la valeur de l'objet disputé.

Les conflits s'accompagnent souvent de la mise en œuvre de règles communes (traitement des prisonniers de guerre, accords de gestion commune, tarifs communs, ...). On ne s'étonne donc pas que, souvent, de nouvelles communautés émergent du conflit; car le conflit se termine souvent par le compromis, une invention humaine fondamentale. Le conflit est donc inhérent aux sociétés humaines et la paix n'est pas un état " normal ". Les conflits sont d'autant plus forts qu'ils ont lieu entre égaux, alors le moindre écart à la norme apparaîtra comme une différence insurmontable. La tendance à l'égalité n'est donc pas synonyme de paix mais de conflits accrus. C'était déjà une idée d'alexis tocqueville. La vie sociale est donc fondée sur un jeu de contraires - attirance / répulsion, sympathie / antipathie, convergence conflit, vérité / mensonge... le conflit joue un rôle dans le changement social à travers les luttes de classement qui remplacent les luttes de classes et provoquent une évolution de la structuration sociale. Et toutes les ressources des groupes sont utilisées, notamment celles produites par les intellectuels: les représentations collectives par l'effet de théorie.

Ainsi nous retenons 3 points essentiels avec max weber<sup>17</sup> que:

- Le conflit rapproche les adversaires. Normalement, si vous entrez en conflit avec un adversaire, c'est parce qu'il y a un enjeu, quelque chose en commun qui entraîne la dispute. Sans raisons de se disputer, deux groupes ont très peu de choses en commun.
- Le conflit maintient un équilibre de pouvoir. Normalement, le conflit est une occasion pour les adversaires de prouver leur puissance respective, et jusqu'où elle peut aller. Par conséquent, une fois le conflit terminé, l'équilibre du pouvoir est maintenu, mais pas de la même façon qu'au départ, car il est renforcé par le conflit.
- Un conflit peut conduire à un changement, à un mouvement social, sans que les acteurs aient nécessairement cet objectif en vue. La multiplicité des conflits au sein d'une société peut la renforcer. L'interdépendance des groupes en conflit est le facteur principal: le conflit entre deux groupes est un lien entre deux groupes. Vous ne pouvez faire la guerre qu'à des gens que vous connaissez. Les conflits renforcent le consensus social entre les groupes au sein de la société globale et renforcent donc l'ordre social. Cet ordre peut être un ordre stable de recommencement perpétuel des mêmes conflits, qui réaffirment la position des individus et des groupes, et qui entretiennent les institutions. Ou, au contraire, cet ordre peut être dynamique, si les conflits de type instrumentaux engendrent un mouvement cumulatif des conflits, qui entraîne un changement social.

### **3 APERCU SUR LE CONFLIT FRONTALIER ENTRE LA RDC ET L'OUGANDA**

Les conflits frontaliers entre la république démocratique du congo et l'ouganda sont nombreux. Ils sont d'autant plus difficiles à résoudre que cette frontière était devenue illusoire durant l'occupation ougandaise, qui a duré presque dix ans, de 1996 à 2005.

---

<sup>15</sup> WEBER, M., *L'Ethique protestante et l'Esprit du capitalisme*, traduction française de Jean-Pierre Grossein, Ed. Presses Electroniques de France, 2013

<sup>16</sup> SIMMEL. G., *The sociology of Georg Simmel*, Ed. Glencoe, Illinois, Free Press, 1950

<sup>17</sup> WEBER, M., *Concept de la lutte*, Economie et société, Plon, coll. Agora Pocket, tome 1, pp. 74-75

### 3.1 QUELQUES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

#### 3.1.1 LA SOUVERAINETÉ SUR L'ÎLE DE RUKWANZI

Depuis 2007, les deux pays se disputent la souveraineté sur l'île rukwanzi située dans le lac albert. Mais cette question n'a pas été réglée définitivement, les sources se contredisent : un journal ougandais avait annoncé le 10 septembre 2008 que le litige était résolu et que la souveraineté de l'ouganda sur l'île était reconnu. Cependant, le porte-parole du ministre des affaires étrangères de la république démocratique du congo l'avait infirmé et jusque-là, il y a une accalmie sans un accord définitif.

Deux ans après, un nouveau conflit frontalier a opposé l'ouganda à la république démocratique du congo en juin 2009. L'ouganda accusait la rdc de construire un poste de police sur l'île qu'il revendique comme étant son territoire.

#### 3.1.2 LA CONSTRUCTION D'UN POSTE DE POLICE A MAHAGI

Un nouveau poste de police a été construit en 2009 entre l'ouganda et la rdc, dans le territoire de mahagi, une importante localité commerciale sur la route qui mène à djugu et à ses mines d'or. Les autorités ougandaises ont tenté en vain d'arrêter la construction de ce poste de police, qu'ils considéraient comme étant sur leur territoire, mais les autorités congolaises ont décidé de passer outre.

Des sources bien informées, la frontière a bougé ces dernières années dans cette région, en fonction du bureau chargé de récolter les taxes. Pour des raisons commerciales peu claires, le bureau chargé de taxer les marchandises du côté congolais de la frontière avait été déplacé à l'intérieur du territoire entre 2004 et 2005. Avec le temps, les autorités ougandaises, soucieuses de récolter aussi leurs taxes, s'étaient rapprochées de ce bureau et c'est toute la frontière qui est ainsi remise en question.

La rdc tente toujours de reprendre un territoire qu'il estime avoir perdu, en créant un fait accompli.

#### 3.1.3 AU SUJET DE LA PÊCHE DANS LE LAC EDOUARD

Entre 2016 et 2018, 92 pêcheurs congolais ont été arrêtés et d'autres sont encore actuellement en prison en ouganda. 20 pirogues et 25 moteurs ont été aussi saisis par la marine ougandaise. Depuis un certain temps, c'est devenu un véritable commerce pour la marine ougandaise, ils arrêtent systématiquement les pêcheurs trouvés sur le lac, leur font payer des fortes sommes, selon les déclarations faites à l'agence france presse par le président de l'association des pêcheurs de kyavinyonge où ces incidents ont eu lieu. Ceux qui résistent ou refusent de se soumettre aux exigences des militaires ougandais sont jetés en prison de l'autre côté de la frontière.

Pour rappel, en mars 2018, quatre militaires ougandais et trois civils avaient trouvé la mort dans des affrontements entre la force navale congolaise et la marine ougandaise sur les eaux du lac édouard, que se partagent les deux pays. En représailles, des membres de la marine ougandaise ont ouvert le feu sur un groupe de pêcheurs congolais, faisant 12 morts, selon des responsables administratifs, militaires et de la société civile locale.

Une délégation d'experts congolais avait séjourné à kampala au mois de juillet 2018 en vue de négocier pour mettre un terme à ces tensions.

#### 3.1.4 LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DU LAC ALBERT ET EDOUARD

Les relations entre la RDC et l'Ouganda sont complexes, les deux pays sont en désaccord sur le partage des ressources énergétiques du lac édouard notamment où des accrochages se sont multipliés depuis le début de l'année 2018. En ce qui concerne le lac albert, l'accord de ngurdoto sur l'exploitation commune des ressources de ce lac est jugé de discriminatoire et profitable aux ougandais par le gouvernement congolais.

#### 3.1.5 LE POSTE FRONTALIER DE VURRA/OFFOO EN TERRITOIRE D'ARU

Un nouveau conflit frontalier a opposé la RDC à l'Ouganda en avril 2018, au niveau de vura offoo, un poste frontalier à cheval entre le territoire congolais d'aru et le district ougandais d'arua.

Une commission technique mixte rdc-ouganda mise en place a adopté un plan en cours pour la reconstitution des limites entre les deux pays à ce poste. Ce plan consiste notamment en la reconnaissance et l'établissement des bornes frontières.

### **3.1.6 LE BLOCUS DU TRAFIC SUITE A L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS**

Le trafic frontalier avait été interrompu pendant deux semaines entre la rdc et l'ouganda, à la suite de l'échec de négociation du vendredi 24 juillet 2018, entre les délégations de deux pays, à aru, dans la province de l'ituri. Les deux parties étaient restées divisées sur un certain nombre de points au cours de la rencontre. La délégation ougandaise demandait à ce que la population puisse déplacer la barrière là où elle l'a nouvellement replacée, pour que toute négociation puisse commencer. L'ouganda a unilatéralement bloqué le trafic sur sa frontière pendant que du côté congolais, le trafic restait normal. Une autre réunion avait été projetée pour le 3 août entre les experts de deux pays pour trancher sur cette question de la frontière. Les conclusions n'ont pas évolué malheureusement.

Les parlementaires ont alors dénoncé l'immobilisme du gouvernement congolais. Cette situation a produit des conséquences dans la région. Une baisse du trafic routier s'observait également à la frontière de kasindi, 80 km de beni, à la frontière avec l'ouganda depuis que ce pays a doublé le prix du visa d'entrée sur son territoire à partir de la rdc, le faisant passer de 50 à 100 dollars américains en juillet 2015. De moins en moins, des commerçants congolais vont s'approvisionner dans ce pays depuis cette augmentation. La fédération des entreprises du congo (fec) redoutait déjà une pénurie progressive dans les jours à venir à beni, butembo et ailleurs. Et le président de la société civile de beni, avait redouté que cette mesure puisse occasionner la hausse des prix des produits manufacturés importés de l'ouganda tels que savons, sucre, huiles de table, médicaments et autres. Et c'est la réalité vécue actuellement.

## **3.2 LES TENTATIVES DE RÉSOLUTIONS DU CONFLIT ET DE SORTIE DE CRISE**

### **3.2.1 LES NÉGOCIATIONS PAR DES RÉUNIONS ET TRAVAUX DES COMMISSIONS MIXTES**

Les conflits frontaliers perdurent entre l'ouganda et la rdc, alors que ces deux états avaient lancé, le 27 avril 2016 à aru-centre, les travaux mixtes de démarcation de leur frontière commune. Des nombreuses autorités de deux pays, accompagnées des membres de la commission mixte des experts, avaient participé à cette rencontre bipartite dont l'objectif était de mettre fin aux conflits de limites entre l'ouganda et la rdc. Ces limites frontalières de 795 km entre la rdc et l'ouganda s'étendent de la localité ougandaise de korobo qui partage la même frontière avec la chefferie de kakwa, en territoire d'aru, province de l'ituri jusqu'au territoire de bunagana, en province du nord-kivu. Les autorités congolaises et ougandaises s'accusent mutuellement de violer les limites fixées par les colonisateurs.

Cette frontière commune devrait plutôt être considérée comme un pont entre les deux pays et non une barrière. Et les deux pays ont intérêt à bien gérer leur limite commune le fait qu'ils partagent plusieurs ressources le long de cette frontière notamment le pétrole. Ces travaux d'experts qui devaient constituer une solution durable aux problèmes tant sécuritaire qu'économique entre l'ouganda et la rdc, n'ont pas produit des effets escomptés.

### **3.2.2 LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE PAR SATELLITE**

L'ouganda et la république démocratique du congo se sont accordés sur un système de positionnement par satellite, pour la résolution de leur conflit frontalier. La décision avait été prise par la commission ministérielle regroupant les ministres des affaires étrangères et des officiers supérieurs des armées des deux pays, lors d'une réunion tenue en 2018 dans la capitale ougandaise. Les relations entre kampala et kinshasa avaient été marquées par une forte tension au milieu des années 1998 et 2003, d'abord lorsque l'ouganda envahit le congo, ensuite après la découverte de gisements de pétrole à leur frontière commune.

Mais ce système n'est pas encore effectif.

## **4 LES CONSIDERATIONS GEOPOLITIQUES: LES ACTEURS, LES FACTEURS ET LES ENJEUX PRINCIPAUX DU CONFLIT**

Partant des argumentaires de patrice gourdin et pierre verluisse, la géopolitique s'inscrit dans la logique de l'étude des rivalités de pouvoir et ou d'influence sur un territoire donné. Devant chaque situation géopolitique se dessine une lutte dans

un espace bien déterminé, des acteurs identifiés, des facteurs et des enjeux qui alimentent le conflit.<sup>18</sup> L'espace ici concerne les frontières établies ou existantes, les territoires frontaliers entre la rdc et l'ouganda de part et d'autres.

Dans la logique géopolitique africaine actuelle, nous nous référons à Bernard Cazes et François Thual qui soutiennent que la conflictualité entre nations apparaît, comme liée à un désir de contrôler un certain espace désiré pour des raisons économiques, stratégiques ou identitaires, et de contrer ceux qui y feraient obstacle. La recherche des liaisons causales, objet légitime de l'analyse géopolitique, ne doit cependant pas faire abstraction du poids de cet aléa. Il s'observe de plus en plus en Afrique, la menace de l'unité nationale, l'explosion démographique, l'accès fort recherché à l'eau, le monopole des marchés économiques et financiers par des entreprises impérialistes, le contrôle et la gestion des réserves de sol et sous-sol riches en essences forestières et en matières premières tels l'or, pétrole, coltan, diamant, cobalt, uranium, ... tout cela explique les propriétés déstabilisantes du désir excessif de contrôle de ces territoires par les uns et les autres. De même, le présent conflit s'inscrit dans cette logique des stratégies géopolitiques de contrôler et contrer de façon discontinue par la lutte de pouvoir sur les espaces disputés entre la rdc et l'ouganda dans les zones frontalières à Aru, Mahagi, Rukwanzi, Kyavinyonge et Kasindi.

Ce conflit frontalier revêt entièrement un caractère territorial et intermittent. Et comme il existe plusieurs niveaux d'analyse et d'observations géographiques, suivant les termes que nous empruntons de Béatrice Giblin et Frédéric Douzet, les frontières actuelles deviennent une discontinuité. Son caractère territorial est lié au fait qu'il est localisable sur un territoire bien défini, l'espace transfrontalier entre les deux états. Son intermittence s'explique par les éléments déclencheurs et la durée des conflits. La crise est permanente; mais le conflit surgit de façon discontinue, dans une durée de temps réduit (1 à 2 semaines) tantôt à un endroit, tantôt à un autre.

Quelque soient les analyses de Delphin, Cazes, Thual, Gourdin, Verluisse, nous retenons l'accent mis sur l'importance du territoire, des acteurs, des facteurs et des enjeux qui alimentent les disputes des territoires entre les nations, et plus particulièrement les deux états en étude.

#### 4.1 LES ACTEURS IDENTIFIÉS

Les acteurs du conflit sont des groupes stratégiques avec leurs diversités et leurs contradictions. Nous avons les états et leurs armées, les groupes ethniques et les populations, les réfugiés ou les déplacés, l'Onu et sa mission de paix (Monusco), la Cua et les organisations régionales CIRGL, les représentants des associations de la société civile locale, les ONG et les bandes armées.

1. **Les acteurs politico-militaires du Rwanda** passent par les autorités ougandaises et interviennent pour soutenir les Tutsi du Congo pour multiplier les expéditions militaires à l'est de la rdc, soit pour soutenir les différents mouvements rebelles (FDLR, CNDP, M23) majoritairement formés de Tutsi, soit en alliance avec les dirigeants politiques de Kinshasa pour poursuivre les rebelles Hutu déjà dispersés et affaiblis dans la forêt du Congo. Le régime de Kigali se fait déjà défenseur de la minorité Tutsi à tel point que même si on menace des Tutsis Burundais, c'est le Rwanda qui réagit avec le plus de ferveur. À travers les médias sont relayées les ambitions d'expansion territoriale et, sur le terrain, l'armée rwandaise viole l'intégrité territoriale de la rdc, pille les ressources naturelles (diamant, coltan, or, bois rouges et ébène).
2. **Le gouvernement de l'ouganda et son armée** brillent par leur ambiguïté. Ils font le choix de la politique de l'autruche, ne se prononçant pas sur les vrais agendas, croyant se cacher ou dissimuler ses ambitions. Les intérêts politiques font que les dirigeants de l'ouganda ménagent le Rwanda et attaquent avec lui la rdc pour poursuivre les soi-disant rebelles de l'IRA ou ADF/NALU sur le territoire congolais mais aussi pour piller les richesses de la contrée et positionner leurs militaires dans des positions stratégiques pour tenir en tenaille le système de défense de la rdc.

Paradoxalement, avec la rdc, ils exploitent en commun la pêche sur les lac Albert et Edouard.

3. **Les dirigeants politiques de la rdc et l'armée nationale** sont fragilisés par la déliquescence de l'état. Ils ont moins d'initiative pour creuser le fond de la question de la terre et la nationalité. Ils fournissent moins d'efforts pour stopper les menaces ou pour protéger les paisibles populations victimes des atrocités des rébellions. L'armée et les pouvoirs locaux se rallient aux positions du gouvernement qui est accusé de mauvaise gouvernance des ressources minières et naturelles du pays. Ce qui fait observer l'irrationalité dans l'affectation des deniers publics aux services autres que la santé, l'éducation, les

<sup>18</sup> GOURDIN, P. et VERLUISSÉ, P., *Pour une méthode d'analyse géopolitique*, Ed. Diploweb.com, le 18 Avril 2015, Paris, sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) consulté le 15 Décembre 2018

infrastructures routières, les salaires et la création d'emplois. Il s'en suit des phénomènes de clientélisme, de favoritisme et l'instrumentalisation de certains responsables communautaires (chefs coutumiers) et institutionnels sur une base ethnique. Cette instrumentalisation provoque méfiance et discrimination lesquelles à leur tour sont utilisées pour faire voir aux uns et aux autres que telle ethnie représente le malheur de l'autre, et doit par conséquent disparaître.

4. **Les peuples d'origine ethnique tutsi (banyamulenge) et les hutu** vivant en rdc et en ouganda entretiennent de bonnes relations depuis longtemps. Les populations restent très actives dans les petits commerces et se débrouillent pour leur survie. Les tutsi, par exemple, sont solidaires lors des élections politiques dans tous les pays de la région pour soutenir et élire l'un des leurs. Ils traversent régulièrement les deux frontières, de même que le reste des populations respectives.

De façon générale, les populations de ces deux états ont toutes des besoins à satisfaire (que ce soit la terre ou tout autre moyen pour leur survie) et elles en deviennent vulnérables au point de se laisser instrumentaliser par les politiques et les milices de leurs pays respectifs.

5. **Les réfugiés et les déplacés internes** sont souvent pris pour cibles par les parties en conflit. Ils sont à la fois les victimes et la conséquence desdits conflits.
6. **Les nations unies et sa mission spécialisée monusco**, les organisations régionales - comme la conférence internationale sur la région des grands lacs (cirgl) et l'union africaine - et la communauté internationale, même s'ils n'ont pas un langage commun soutiennent les efforts en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, en combattant les milices et les bandes armées. Ils financent également des conférences de médiation et de réconciliation inter-communautaires au plan local comme au plan régional.
7. **La cirgl** est censée imaginer des actions susceptibles de ramener une paix durable dans la région. Elle a pour objectif ambitieux de « *lancer un processus dans le cadre duquel les dirigeants des pays de la région des grands lacs chercheront ensemble à dégager un accord sur un certain nombre de principes - relations de bon voisinage, stabilité, paix, développement, etc.- et définiront et mettront en œuvre une série de programmes d'action en vue de mettre fin au retour cyclique des conflits et d'apporter à l'ensemble de la région une paix durable, la stabilité, la sécurité, la démocratie et le développement.* ». Sous ses auspices, les leaders de onze états de la sous-région se rencontrent et signent des accords tels que la déclaration de paix de dar-es-salaam en 2004 et le pacte de nairobi en 2006.

Dans un cadre régional de la cepgl, des projets d'intérêt commun ont été lancés sans trop de succès. Seule la libre circulation transfrontalière des personnes et de leurs biens semble être garantie.

8. **Les groupes armés (mai-mai, fdlr et frpi)** ne sont pas dans la logique des peuples qui s'entendent, et ont leurs propres intérêts et leur agenda. Leur argumentaire est ailleurs. Certains sous-traitent le travail des acteurs politico-militaires et d'autres s'improvisent en protecteurs des « communautés ethniques » sans mandat de celles-ci.
9. **Les groupes de la société civile (ong, associations, églises)** qui n'appartiennent ni aux gouvernements ni à la population mais se disent représenter les populations forces vives, prennent une part active dans les conflits à travers leurs discours, déclarations et positions pour ou contre l'une ou l'autre des parties en conflit. Certains membres de la société civile (coordination surtout), des églises (catholique, communautés laïques, regroupement de réveil, église primitive) et des organisations de droits de l'homme ainsi que des mouvements citoyens (asadho, lucha, veranda mutsanga) essaient de sensibiliser la population à ne pas céder aux discours politiques des dirigeants.
10. **Les organisations de droit de l'homme** telles acaj<sup>19</sup>, ddh<sup>20</sup>, dénoncent les attitudes négatives des dirigeants, des groupes - milices et militaires - nationaux. Par rapport aux acteurs politiques, les dirigeants et les membres de la société civile entretiennent des relations difficiles. En tant qu'avocats du peuple, ils sont exposés à la méchanceté des dirigeants politiques. Ce qui fait que les uns sont haïs en personne, voire tués par les services du gouvernement, tandis que d'autres se rallient au pouvoir et jouent le jeu du gouvernement en prétendant représenter la population par des 'nous' trompeurs.

D'une manière générale, les acteurs se définissent à travers leurs intérêts respectifs et leurs contradictions. La plus grande particularité des conflits transfrontaliers est la qualité volatile et fluctuante des alliances entre acteurs primaires. Tantôt les

---

<sup>19</sup> Association Congolaise pour l'Accès à la Justice

<sup>20</sup> Dynamique pour la défense des droits de l'homme

miliciens collaborent avec l'état congolais, tantôt ce dernier fait alliance avec le gouvernement rwandais ou ougandais comme ce fut le cas lors des opérations militaires conjointes pour traquer les miliciens.

#### 4.2 LES FACTEURS INFLUENÇANT LA PERSISTANCE DE CES CRISES

La conflictualité entre la rdc et l'ouganda s'inscrit dans la logique du pillage et de l'exploitation illicite des ressources stratégiques (or, bois, pétrole, coltan, cobalt); de l'instrumentalisation des ethnies de la région; la victimisation dans les discours politiques et le désaccord autour des limites constituant les frontières.

La particularité dans ce conflit est qu'il n'y a pas de guerre totale, mais des expéditions punitives et meurtrières de la part des militaires de updf<sup>21</sup> et des fardc<sup>22</sup>.

Du point de vue des structures sociales, le manque de clarté ou de transparence des lois en matière de gestion des terres et de la nationalité en rdc favorise les tensions internes.

#### 4.3 LES ENJEUX

Les enjeux majeurs du conflit consistent à contenir les dérives territoriales expansionnistes, à décourager le recours aux moyens illégaux et criminels (insécurité, discrimination et exclusion, propagande, manipulation / utilisation perverse des communautés ethniques, des armées nationales, mouvements migratoires transfrontaliers de tutsi. Les conflits politiques dans cette partie du territoire d'aru, mahagi, djugu et de beni n'ont pas permis la clarification de la situation des ethnies, au contraire ils ont contribué à leur enlèvement et à leur complication du fait de mouvements migratoires sur le littoral du lac albert et lac edouard, à double sens pour l'infiltration continue des banyarwanda.

L'objectif de l'ouganda et de ces infiltrés est de pouvoir revendiquer les droits et/ou pour accéder aux biens et services dans l'espace frontalier notamment: l'identité, la terre, les ressources naturelles du sol et du sous-sol (le bois, le café, l'or, le pétrole, ...), le monopole du commerce transfrontalier, la contrebande, la conservation des débouchés des produits manufacturés made in uganda sur le marché congolais suivi de la dépendance économique continue de celle-ci; c'est aussi une garantie pour le marché de l'emploi des jeunes entrepreneurs ougandais et rwandais.

De ce fait, la notion de frontières est comprise d'une part, non pas comme barrières entre ces 2 pays, mais comme lignes névralgiques de l'affrontement et des contestations. D'autre part, ces frontières se présentent comme une opportunité de contact et d'échanges socio-économiques et culturels transfrontaliers.

### 5 CONSIDERATIONS EN PERSPECTIVE

L'identité régionale, la coopération bilatérale et multilatérale demeurent les moyens privilégiés et pourra servir de liens entre les populations frontalières, faire tomber les frontières psychologiques entre les 2 états, garantir la sécurité frontalière afin de mieux satisfaire leurs besoins, de garantir la paix, la libre circulation des personnes, les échanges, et le développement. Pour ce faire les états et leurs dirigeants de part et d'autre de la zone frontalière, devront instaurer une société juste et démocratique, soucieuse du bien-être social de la population locale.

Les lois existantes ne paraissent pas comprises ni appliquées correctement par les tenants du pouvoir. La commission mixte de vérification/surveillance de sécurité des frontières de la cirgl semble ne pas répondre proportionnellement aux besoins sécuritaires de base des individus.

Les gouvernements de ces deux états se limitent à traiter cette question des terres et du pouvoir sous l'angle ethnique et politique, ignorant même que la mauvaise gouvernance qui ne fait qu'attiser la persistance de cette violence, à la suite des frustrations locales des populations, devenant des proies faciles à manipuler.

<sup>21</sup> Ugandan People Defense Forces

<sup>22</sup> Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo.

## 6 CONCLUSION

Le monde d'aujourd'hui est parcouru par des crises de tous ordres: crises planétaires (crises énergétiques, crises sanitaires, crises économiques), crises politiques internationales (iraq), crises politiques régionales (soudan, grands lacs, afrique de l'ouest) et crises politiques locales (haïti). Elles sont latentes et peuvent se transformer conflits violents, en guerres très meurtrières conduites avec des moyens souvent rudimentaires. La particularité du conflit qui sévit entre la rdc et l'ouganda est essentiellement frontalière. La conflictualité entre la rdc et l'ouganda s'inscrit dans la logique du pillage et de l'exploitation illicite des ressources stratégiques (or, bois, pétrole, coltan, cobalt); de l'instrumentalisation des ethnies de la région; la victimisation dans les discours politiques et le désaccord autour des limites constituant les frontières.

Des tentatives de sortie des crises ne cessent d'être mises en œuvre, malheureusement sans effet concret pour la restauration de la confiance et de la paix consolidée entre ces deux états.

Pour cela, un dialogue rationnel au sein des espaces frontaliers permettrait l'émergence de structures logiques ou d'un cadre d'échanges et de concertations entre les deux états (rdc et ouganda) et les sociétés civiles de part et d'autre de leur frontière. Il s'agirait d'énoncer et de reconnaître les causes des relations historiques conflictuelles entre les ethnies de la région et la nécessité de vivre ensemble en paix.

Considérant que les populations sont instrumentalisées par les politiques, il faudra les atteindre directement ou indirectement pour déconstruire les préjugés sur l'identité, modifier leur perception des « autres » comme ennemis ou destructeurs économiques, utiliser la langue swahili dans la zone comme moyen fédérateur et mener des actions communes d'amélioration des conditions de vie des populations de la sous-région brisant ainsi la perception des « frontières-barrières ». Cette démarche va aider à la création d'un intérêt commun autre que des ressources pour lesquelles ces deux états se battent. Nous ne prétendons pas avoir analysé tous les contours de ce conflit. Nous avons juste fait un aperçu général qui, du reste, nécessite aussi des améliorations.

## REFERENCES

- [1] Amblard, h. Et alii, *les nouvelles approches sociologiques des organisations*, 3<sup>e</sup> édition du seuil, paris, 2005, 300 p.
- [2] Ansart, p. Et haroche, c., *les sentiments et le politique*, l'harmattan, paris, 2007, 353 p
- [3] Ansart, p., *sociologies contemporaines*, seuil, paris, 1998, 348 p.
- [4] Boudon, r., *la logique du social*, hachette littératures, paris, 2001,
- [5] Bourdieu, p., *questions de sociologie*, éditions de minuit, paris, 1980, 268 p.
- [6] Boudon, r. Et bourricaud, f., *dictionnaire critique de la sociologie*, puf, quadrige, paris, 2004.
- [7] Crozier, m. Et friedberg, e., *l'acteur et le système*, seuil, paris, 1977, réédition collection essais, paris, points, 2014, 500 p.
- [8] Crozier, m., *le phénomène bureaucratique*, seuil, essais, paris, 2005.
- [9] Delphin, p. Cité par banyaku luape et all, *initiation à la géopolitique*, ed. Cahier de ciedos, collection manuels didactiques, kinshasa, 2004.
- [10] Durant, p. Et weil, r., *sociologie contemporaine*, vigot, paris, 2002.
- [11] Giblin, b. Et douzet, f., *des frontières d'états aux frontières urbaines*, ed. Armand-colin/recherches, 2013, 316 p.
- [12] Hobbes, t., *le désordre naturel disponible* sur [www.libertés.net](http://www.libertés.net) consulté le 10 septembre 2018
- [13] Morghenthau, h. Et thompson, k.w., politics among nations, résumé de la version française en ligne sur [www.internationalcrisis.org/publications](http://www.internationalcrisis.org/publications) consultée le 10 septembre 2018
- [14] Neclâ tshirgi, «post-conflict peace building revisited: achievements, limitations, challenges», in international peace academy, 7 october 2004.
- [15] Novosseloff, a., crises et conflits internationaux, afri, volume vi, paris, 2005 disponible sur <http://www.afri-ct.org/afri-volumes/afri-vi-2005/> consulté le 10 décembre 2017
- [16] Simmel. G., *the sociology of georg simmel*, ed. Glencoe, illinois, free press, 1950
- [17] Thorstein bunde veblen, *théorie de la classe de loisir*, gallimard, 1899, réédition, coll. Tel, paris, 1970.
- [18] Tilly, c., *la france conteste*, 1970 disponible sur [www.libertés.net](http://www.libertés.net) consulté le 10 septembre 2018
- [19] Weber, m., *l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, traduction française de jean-pierre grossein, ed. Presses électroniques de france, 2013
- [20] Weber, m., *concept de la lutte*, économie et société, plon, coll. Agora pocket, tome 1, pp. 74-75
- [21] « central africa: uganda, drc conflict over rukwanzi island resolved » [archive], sur [allafrica](http://allafrica.com), 10 septembre 2008 (consulté le 1er mai 2019)
- [22] « kinshasa: « la presqu'île de rukwanzi n'a jamais été cédée par la rdc à l'ouganda » » [archive], sur [radio okapi](http://radio.okapi.cd), 22 septembre 2008 (consulté le 1er mai 2019)

- [23] « uganda »: congo troops occupy country's territory » [archive], sur allafrika, 12 août 2007 (consulté le 1er mai 2019)
- [24] Encyclopédie universelle en ligne consultée le 10 septembre 2018
- [25] Novosseloff, a., *crises et conflits internationaux*, afri, volume vi, paris, 2005 disponible sur <http://www.afri-ct.org/afri-volumes/afri-vi-2005/> consulté le 10 décembre 2017